

Kluwer Patent Blog

[Manifestation du personnel de l'OEB pendant la réunion sur la réélection du président Campinos.](#)

[Kluwer Patent blogger/ 23 juin 2022](#)

Les membres du personnel de l'Office européen des brevets manifesteront devant le bâtiment de l'Isar à Munich lors de la réunion du conseil d'administration du 29 juin 2022, au cours de laquelle la réélection du président António Campinos sera discutée.



La manifestation a été organisée par le syndicat Suepo. Selon une [annonce](#) distribuée parmi les membres de Suepo, Campinos a été élu et mandaté par le conseil d'administration en 2018 pour rétablir le dialogue social à l'OEB après les [dures années du président Benoit Battistelli](#), mais n'y est pas parvenu. "Le personnel de l'OEB espérait que le nouveau président élu mettrait fin aux violations des droits fondamentaux", mais il est au contraire "en train de protéger M. Battistelli". l'héritage de Battistelli aussi longtemps que possible et à tout prix".

M. Campinos poursuit ses attaques contre la représentation du personnel et les syndicats en leur interdisant d'utiliser librement les courriers électroniques de masse sur les lignes de l'OEB et en supprimant en 2021 tout soutien administratif à la représentation du personnel. Il existe également des signes avant-coureurs selon lesquels la représentation du personnel et les syndicats seront cachés encore plus loin dans le nouvel Intranet.

Depuis 2012, l'OEB ne cesse de tester les limites du droit du travail et se sent uniquement régi par le Tribunal. À cet égard, M. Campinos continue d'agir dans la lignée de son prédécesseur.

Procédure d'ajustement salarial

La protestation vise également une étude financière d'Oliver Wyman & Mercer commandée par Campinos en 2019, qui est devenue la base d'une procédure d'ajustement salarial. Selon le Suepo, qui a demandé à Ernst & Young d'étudier également la situation financière de l'OEB, "Ernst & Young a constaté que l'étude de 2019 adoptait systématiquement une approche trop conservatrice. Il s'agissait
Il est clair que l'OEB n'avait pas de déficit. (...)

M. Campinos a ignoré tous les arguments et a mis en place à partir de juillet 2020 sa nouvelle procédure d'ajustement salarial. Au lieu de la prétendue déflation, l'inflation s'est matérialisée au niveau historique de +11,1% en Allemagne depuis lors. Là encore, il est difficile pour une étude d'être plus fautive. Dans le même temps, les salaires de l'OEB n'ont été ajustés que de +0,5%. (...) En juin 2022, les organisations coordonnées (par exemple, l'OCDE, l'ESA, l'OTAN, le CoE) ont décidé de proposer un système intérimaire d'indexation des salaires.

un ajustement de +7% pour leur personnel avec effet rétroactif au 1er mars 2022. (...) Le personnel de l'OEB ne bénéficie d'aucune protection contre une inflation élevée".

Paquet mobilité

Selon M. Suepo, le "paquet mobilité", qui fera l'objet d'une décision lors de la réunion du Conseil d'administration (CA) des 29 et 30 juin 2022, crée une nouvelle catégorie inférieure de personnel appelée "jeunes professionnels", avec peu de droits et un faible salaire, alors que les experts nationaux et les employés triés sur le volet par l'OEB bénéficient de récompenses généreuses dans le cadre de la politique de détachement.

L'OEB a l'intention d'engager des bacheliers pour un programme de trois ans. Ils seront privés d'allocations telles que l'allocation pour personne à charge et l'allocation de voyage, n'auront aucun droit au transfert de pension et aucun plan d'épargne salariale. (...)

Contrairement aux jeunes professionnels, la politique de détachement sera généreuse. Les experts nationaux qui viendront à l'OEB bénéficieront de leur salaire national payé par l'OEB et d'une indemnité de départ.

une indemnité de +5.000 euros par mois. La poignée d'employés de l'OEB (de la haute direction ?) détachés dans les bureaux nationaux continueront à gagner leur plein salaire de l'OEB sans effectuer aucun travail pour l'OEB.

Le projet est opportunément présenté lors de la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle sera discutée la réélection de M. Campinos. En son temps, M. Battistelli a offert des soins dentaires gratuits.

soin aux délégués du Conseil pour avoir leur soutien. Maintenant, M. Campinos leur offre de généreux postes d'experts nationaux".

Le dialogue social

Dans son communiqué, l'USOEB pointe également l'absence d'un véritable dialogue social, dont le Comité consultatif général (CCG) du 26 avril 2022 sert d'exemple. Le CCG "a confirmé n'être ni un organe consultatif, ni un organe de concertation, mais plutôt un organe de promulgation pour entériner toutes les propositions qui lui parviennent". Du côté de la direction, de hauts

les managers assistent en silence et votent oui à toutes les réformes du Président sans formuler aucune raison. Du côté de la représentation du personnel, 99% des documents reçoivent un avis négatif ou une abstention parce qu'il manque des évaluations et des repères juridiques ou que les réformes sont préjudiciables au personnel sans aucune justification. (...)

La tendance s'est encore détériorée lors de la réunion du CCG du 26 avril 2022, au cours de laquelle [l'atmosphère était exécrable](#). M. Campinos a utilisé un langage grossier tout au long de la réunion, employant des jurons dans plusieurs langues, et a insulté la plupart des intervenants (...) Les réunions avec M. Campinos au cours desquelles il n'est pas possible d'échanger des arguments et de répondre aux questions ne peuvent être considérées comme ayant donné lieu à une consultation significative. (...) Le 18 mai 2022, une assemblée générale a eu lieu au cours de laquelle certains des événements de ladite réunion ont été rapportés au personnel. A l'issue, un sondage a été organisé au cours duquel 96% des participants ont voté en faveur de la demande de publication de l'enregistrement du CCG du 26 avril 2022.

M. Campinos a rejeté cette demande (...) M. Campinos a maintenant reporté l'approbation du procès-verbal après la réunion du CC et sa réélection lorsque les délégations regarderont ailleurs".